



COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

VILLE DU MARIN

PLAN LOCAL D'URBANISME

LISTE DES SERVITUDES
D'UTILITÉ PUBLIQUE

MONUMENTS HISTORIQUES

Intérêt de l'édifice :

À signaler

Observations concernant la protection de l'édifice :

La maison principale (cad. I 103) : classement par arrêté du 3 juin 1993, annulé par décision du conseil d'Etat du 24 mars 2004 - Le domaine avec ses vestiges bâtis, son jardin et son allée (cad. I 101, 102, 104, 107 à 109, 111 à 113) : inscription par arrêté du 3 juin 1993, annulé par décision du conseil d'Etat du 24 mars 2004. Inscriptions 02 06 2005 et 08 12 2009 (Le domaine, à savoir la maison de maître en totalité, les vestiges bâtis (écuries et cuisine) , ainsi que le jardin et l'allée conduisant au rivage, cad. I 101 à 104, 107 à 109, 111 à 113) (arrêtés) abrogées.

Statut juridique**Statut juridique du propriétaire :**

Propriété privée ; propriété de l'Etat

Précisions sur le statut juridique du propriétaire :

Propriété privée : cad. I 101 à 103 ; domaine public de l'Etat, géré par la DEAL (direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement) : cad. I 104, 107 à 109, 111 à 113

Références documentaires**Copyright de la notice :**

© Monuments historiques

Date de rédaction de la notice :

1993

Cadre de l'étude :

Recensement immeubles MH

Typologie du dossier :

Dossier de protection

Église paroissiale Saint-Étienne

Désignation

Dénomination de l'édifice :

Église paroissiale

Vocabulaire - pour les édifices culturels :

Saint-Étienne

Titre courant :

Église paroissiale Saint-Étienne

Localisation

Localisation :

Martinique ; Martinique (972) ; Le Marin ; place Joffre

Adresse de l'édifice :

Joffre (place)

Références cadastrales :

H 462 à 466

Milieu d'implantation pour le domaine Inventaire :

En ville

Historique

Siècle de la campagne principale de construction :

3e quart 18e siècle, 19e siècle

Année(s) de(s) campagne(s) de construction :

1766

Description historique :

Le « Cul-de-Sac du Marin » est mentionné en 1664, 199 habitants y sont dénombrés. La paroisse aurait été créée en 1669 comme l'indiquera un registre paroissial. En 1673, les anglais incendient le bourg. La chapelle est confiée en 1684 aux Capucins qui la reconstruisent sur l'emplacement des actuelles dépendances du presbytère. L'édifice est reconstruit à partir de 1766 par le père Capucin Jean-Marie de Coutances. Les deux chapelles latérales sont ajoutées en 1853 et 1854. L'église d'origine comportait une simple nef terminée par un chœur semi-circulaire.

La façade et le clocher ont été restaurés en 1988 puis en 1996. Après le cyclone Dean le 17 août 2007, l'église est restaurée entre avril et décembre 2009 (maçonnerie, charpente et couverture), puis entre 2013 et 2015 (restauration des intérieurs). L'ensemble de ces travaux ont été conduits par Etienne Poncelet, architecte en Chef des Monuments historiques.

Description

Matériaux du gros-œuvre :

Pierre de taille, moellon, bois



Notices liées

Ostensoir-soleil
ostensoir
Brigaud J. (orfèvre)

Statue : Immaculée Conception (l')
statue

Clôture de chœur (table de communion)
clôture de chœur

Ensemble de 2 statues et 2 autels : Saint Étienne, Vierge à l'Enfant
Statue autel
Monuments historiques

À propos de la notice

Référence de la notice :

PA00105945

Nom de la base :

Patrimoine architectural (Mérimée)

Date de versement de la notice :

1993-10-27

Date de la dernière modification de la notice :

2021-05-04

Nom du rédacteur :

Noé-Dufour Annie

Copyright de la notice :

© Monuments historiques, 1992

Contactez-nous :

Mediatheque.patrimoine@culture.gouv.fr

Matériaux de la couverture :

Tuile en écaille

Description de l'élévation intérieure :

1 vaisseau

Typologie du couvrement :

Charpente en bois apparente

Partie d'élévation extérieure :

Élévation ordonnancée

Typologie de couverture :

Toit à longs pans, pignon couvert, flèche polygonale, croupe ronde, croupe

Commentaire descriptif de l'édifice :

Le plan en croix latine se compose actuellement d'une nef centrale, d'un transept contenant une chapelle à chaque extrémité et d'un chœur de plan semi-circulaire. La façade principale est entièrement en pierre de taille et ornée de deux ordres doriques superposés, le dernier étant couronné par un fronton triangulaire. Les ailes sont cantonnées par des pilastres à bossages en table. Au centre de la façade, le tympan du portail est en bois ajouré et peint. Le reste de l'édifice est construit en moellons et chaînes en pierre de taille. La tour-clocher est également en moellons avec chaînes en pierre de taille. Elle est surmontée d'une tourelle en bois qui contient les cloches. De nos jours l'ensemble de l'édifice est couvert d'une charpente apparente. A l'origine, cette structure en bois était revêtue d'un lambris qui constituait une fausse-voûte comme en témoignent des photographies anciennes du chœur notamment.

Technique du décor des immeubles par nature :

Peinture, sculpture, vitrail

Indexation iconographique normalisée :

Ornementation : cœur, étoile

État de conservation (normalisé) :

Restauré

Protection

Nature de la protection de l'édifice :

Classé MH

Date et niveau de protection de l'édifice :

2012/04/27 : classé MH

Précision sur la protection de l'édifice :

Classement par arrêté du 27 avril 2012 : l'église en totalité (cad. H 462 à 466)

Nature de l'acte de protection :

Arrêté

Référence aux objets conservés :

PM97200015, PM97200014, PM97200013, PM97200113

Intérêt de l'édifice :

Voir aussi

https://archives-map.culture.gouv.fr/archive/resultats/sim-ple/lin-eaire/n:19?RECH_S=PA00105945&type=simple

A signaler

Observations concernant la protection de l'édifice :

Arrêtés annulés : Classement le 18-02-1987 (façade principale ; clocher) et inscription le 18-02-1987 (église, sauf parties classées).

Statut juridique

Statut juridique du propriétaire :

Propriété de la commune

Références documentaires

Copyright de la notice :

© Monuments historiques, 1992

Date de rédaction de la notice :

1992

Noms des rédacteurs de la notice et du dossier :

Noé-Dufour Annie

Cadre de l'étude :

Recensement immeubles MH

Typologie du dossier :

Dossier de protection

PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

PREFET DE LA MARTINIQUE

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMENAGEMENT
ET DU LOGEMENT DE LA MARTINIQUE
SERVICE RISQUES, ENERGIE ET CLIMAT
PÔLE RISQUES NATURELS

ARRETE n° 2013364-0019

approuvant la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville
du Marin

LE PREFET DE LA MARTINIQUE
Chevalier de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement et notamment le livre V, titre VI sur la prévention des risques naturels;

VU le code l'urbanisme;

VU le code de la construction et de l'habitation;

VU le code forestier;

VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs;

VU la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages;

VU la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU le décret du Président de la République du 2 mars 2011 portant nomination de M. Laurent PREVOST en qualité de préfet de la Région Martinique;

VU le plan de prévention des risques naturels de la ville du Marin approuvé le 22 novembre 2004;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la ville du Marin;

VU le décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure de révision et de modification des plans de prévention;

VU l'arrêté n° 11-03174 du 19 septembre 2011 prescrivant la révision des Plans de Prévention des Risques Naturels de la Martinique;

VU l'arrêté n° 2013093-0009 du 3 avril 2013 portant ouverture d'une enquête publique relative à la révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville du Marin;

VU l'avis du commissaire-enquêteur;

Considérant que le projet de révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville du Marin a fait l'objet d'une concertation de la population invitée à émettre son avis sur le registre mis à sa disposition en mairie lors de l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 avril au 31 mai 2013;

Sur proposition du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

ARRETE

ARTICLE 1: La révision du Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville du Marin telle qu'annexée au présent arrêté est approuvée.

ARTICLE 2 : Le Plan de Prévention des Risques Naturels de la ville du Marin approuvé par le présent arrêté comprend :

- Une note de présentation et des annexes
- Un règlement et une carte réglementaire
- Une cartographie pour chacun des aléas et pour les enjeux

ARTICLE 3: En application de l'article L562-4 du code de l'environnement, le Plan de Prévention des Risques Naturels approuvé de la ville du Marin vaut servitude d'utilité publique. Il sera notifié à Monsieur le Maire pour son annexion au document d'urbanisme de la ville conformément à l'article L.126-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 4: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. Il fera également l'objet d'une publicité par voie de presse locale et d'un affichage pendant au moins un mois en mairie et au siège de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique en vue d'informer la population.

ARTICLE 5: Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Fort-de-France dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 6: Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de Préfecture
- Monsieur le Maire de la ville du Marin
- Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de l'Espace Sud Martinique
- Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Martinique

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

FORT DE FRANCE, le

30 DEC. 2013

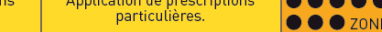

Le Préfet

Laurent PREVOST

Plan de Prévention
des Risques Naturels

RÉGLEMENT COMMUNE DU MARIN



	Zone de liquéfaction Aléa moyen et fort	Proximité immédiate de faille supposée active	Tsunami	Volcanisme Aléa fort
Enjeux forts existants	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	ZONE BLANCHE
Enjeux forts futurs	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	 ZONE ORANGE ET NOIRE
Enjeux modérés	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	Application de prescriptions particulières. ZONE JAUNE	 ZONE ORANGE ET NOIRE

Règlement | page 06/243

I.4 LES ZONES RÉGLEMENTAIRES

I.4.1. Principe général

Un zonage réglementaire est à considérer indépendamment pour chaque type d'aléa. Les dispositions réglementaires applicables résultent du cumul des dispositions réglementaires applicables à chaque aléa. Ainsi, la carte de synthèse du zonage réglementaire reflète le zonage le plus restrictif pour chaque secteur, mais ne se substitue pas aux règles applicables en fonction du croisement entre l'enjeu et les différents aléas présents.

I.4.2. Règles générales relatives au séisme

Au travers de sa transposition française et la publication des décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 relatifs à la prévention du risque sismique et au zonage sismique, l'Eurocode 8 s'impose à partir du 1er mai 2011 comme nouvelles règles de construction parasismique.

I.4.3. La zone violette

La zone violette correspond aux aléas majeurs inondation, littoraux (hors tsunamis) et mouvements. Le caractère dangereux de ces zones amène à y proscrire toute construction ou aménagement (sauf travaux d'infrastructures publiques) et à y prescrire l'évacuation (l'expropriation y est facilitée via le Fonds Barnier).

I.4.4. La zone rouge

La zone rouge regroupe les zones d'enjeu modérés concernées par un aléa fort inondation, mouvement de terrain ou littoral (hors tsunamis). C'est une zone où est interdite la majorité des constructions (sauf quelques exceptions liées aux activités agricoles ou liées à la pêche ou les infrastructures), mais où la mise en sécurité de l'existant est possible sous prescriptions, et dans la mesure où le risque n'est pas aggravé par ailleurs. Le principe de précaution y domine.

Règlement | page 07/243

I.4.5. La zone orange

La zone orange correspond :

- En aléa littoral (houle, érosion seulement), inondation et mouvement de terrain : **aléa fort + enjeu fort futur**

Pour ces aléas, la zone orange correspond aux secteurs stratégiques pour le développement urbain futur, mais soumis à un aléa fort. Il est donc nécessaire de prendre en compte le risque à une échelle globale et d'éviter les aménagements au coup par coup qui peuvent se révéler contradictoires et aggraver les risques dans un périmètre plus large. En principe général, la faisabilité technique et économique de la protection du secteur sans aggravation du risque ailleurs doit donc être démontrée par **une étude d'aménagement global au titre du PPRN** et les modalités de protection retenues doivent être intégrées dans le PPRN par une révision (règlement et zonage).

Sur cette base, toutes les constructions peuvent être autorisées, exception faite de nouvelles constructions vulnérables (écoles, hôpitaux, installations classées, ...) dont la liste complète est précisée dans les dispositions réglementaires par zone, et selon les dispositions réglementaires particulières éventuelles.

- Pour l'aléa volcanisme, la zone orange spécifique correspond aux zones d'aléa fort relatif aux intrusions de lave et aux lahars qui en découlent, pour des enjeux forts futurs et des enjeux modérés. Ce zonage part du principe que :

- Une éruption volcanique n'est plus un évènement soudain et l'instrumentation de la montagne Pelée permet d'alerter suffisamment tôt ;
- Il n'existe pas de moyen de protection contre ces aléas.

Et aboutit à autoriser certains aménagements et constructions en considérant dans ce cas que le PPR permet la protection des personnes mais n'assure pas la protection des biens. La liste complète des constructions autorisées et interdites est développée dans le règlement. Sont notamment interdites les constructions à usage d'hébergement ou d'habitation et certaines constructions à caractère vulnérable humain.

Règlement | page 08/243

I.4.6. La zone orange / bleue

La zone orange / bleue correspond :

En aléa littoral (submersion, houle, érosion), inondation et mouvement de terrain : **aléa fort + enjeu fort existant**

La zone orange / bleue correspond aux secteurs largement urbanisés, soumis à un aléa fort et dont le renouvellement et une certaine densification sont recherchés. La sécurisation de l'existant y représente la priorité. Le renouvellement et la densification y sont favorisés à condition de diminuer la vulnérabilité par des mesures de protection appropriées. Toute construction peut y être autorisée si la faisabilité de la protection des biens et des personnes sans aggravation du risque ailleurs a été confirmée par **une étude de risque au titre du PPRN**, à condition de réaliser les mesures de protection retenues avant ou conjointement à la construction. Si toutefois l'étude de risque conclut que des mesures de protection s'avèrent nécessaires au-delà de l'unité foncière maîtrisée par le pétitionnaire, une étude d'aménagement global et une révision du PPRN selon les dispositions applicables en zone orange sont nécessaires.

I.4.7. La zone jaune

La zone jaune est constituée des zones d'aléa moyen, pour tout type d'enjeux, pour les aléas inondation, mouvement de terrain, submersion, houle et érosion. Elle est également constituée des zones d'aléa fort pour l'aléa tsunami, des zones d'aléa faible pour l'aléa mouvement de terrain et des zones d'aléa moyen spécifique pour l'aléa inondation, pour tout type d'enjeux (forts existants, forts futurs ou modérés). Il est à souligner que l'aléa tsunami ne comporte qu'une seule zone considérée comme aléa fort. En effet l'étude tsunami dont nous disposons à ce jour n'est pas assez fine pour permettre la réalisation d'un zonage plus restrictif sur l'urbanisation.

Toutes les constructions nouvelles et tous les travaux seront autorisés sous réserve du respect des prescriptions.

Dans les zones jaunes soumises à un aléa mouvement de terrain, les nouvelles constructions devront être adaptées au sol. Les constructeurs devront respecter les règles de l'art et réaliser les indispensables études de sol et de dimensionnement de leur ouvrage. Ces études doivent être réalisées pour chaque projet et adaptées au niveau d'aléa.

Il demeure également une prescription générale à l'endroit de toutes ces zones :
La construction dans le respect des règles parasismiques et paracycloniques.